

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

EUR 25/017/2005 – ÉFAI

Informations complémentaires sur l'AU 211/05 (EUR 25/013/2005 du 23 août 2005)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PRISONNIER D'OPINION

GRÈCE

Boris Sotiriadis (h), 37 ans

Londres, le 22 septembre 2005

Le 20 septembre, la Cour d'appel militaire d'Athènes a accordé une libération conditionnelle à un prisonnier d'opinion, Boris Sotiriadis, dans l'attente de son procès en appel. Cet homme a refusé d'être incorporé dans l'armée pour des raisons religieuses ; déclaré coupable d'insubordination, il a été condamné à trois ans et demi d'emprisonnement, peine d'une sévérité sans précédent.

Le procureur de la Cour d'appel militaire avait demandé que Boris Sotiriadis soit mis en liberté sous réserve du versement d'une caution de 1 000 euros et avec l'obligation de se présenter tous les quinze jours au poste de police local. Cependant, il a finalement été libéré à la seule condition de ne pas sortir de Grèce, son avocat ayant invoqué le fait que sa famille n'avait pas les moyens de payer la caution. La date du procès en appel sera fixée bientôt.

Boris Sotiriadis est un Grec naturalisé, marié et père de deux enfants en bas âge. Ayant déjà servi dans des forces armées, en l'occurrence en ex-URSS, il n'a pas été autorisé à effectuer un service civil, comme le prévoit le droit grec.

L'épouse de Boris Sotiriadis, qui a témoigné pour la défense, a exprimé sa profonde gratitude à l'égard de tous les membres d'Amnesty International qui ont contribué à la libération de son mari.

Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels. Pour signer la pétition en ligne d'Amnesty International contre la mise en accusation systématique des objecteurs de conscience au service militaire en Grèce, veuillez consulter le site de la section grecque d'Amnesty International à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org.gr/actnow/gre20050331> (en anglais et en grec).

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*